



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

07/01/2021

Petits salaires, gros profits.

La situation sanitaire que nous vivons actuellement n'a pas changé ni modifié les objectifs du capital.

Pandémie ou pas, terrorisme ou pas, réchauffement climatique ou pas, le capital poursuit son but : accumuler du profit.

Les événements sanitaires ou autres, sont utilisés pour éviter la réflexion, masquer la responsabilité du capital et du pouvoir sur la situation. La propagande capitaliste joue le rôle qui lui est dévolu : il n'y a pas d'autres solutions en dehors de la société que le capital propose.

La bataille idéologique vise à entraîner toutes les forces sociales à sa gestion, au développement capitaliste de la société.

Mais la lutte des classes est incontournable, même pour ceux qui tentent de la nier, les réalités vécues par les peuples, que ce soit en France, en Europe et dans le monde résultent d'une même origine et d'une même logique : la domination capitaliste.

Le Gouvernement s'inscrit dans la poursuite et l'amplification des politiques d'hier. Il abaisse le coût du travail réclamé par le patronat, il confirme l'austérité salariale dans le public comme dans le privé, il baisse les rémunérations des salariés en baissant le salaire socialisé ; il transfère une nouvelle part du financement de la Sécurité Sociale sur la fiscalité, cela va se traduire pour les salariés par moins de Sécurité Sociale, de protection sociale et plus de dépenses pour répondre aux besoins en matière de santé, de famille, de retraite.

C'est une nouvelle machine infernale contre la Sécurité Sociale, avec l'exonération totale de cotisations sur le Smic c'est la smicardisation du travail et des travailleurs, avec des salaires tirés vers le bas.

Notre Comité National du 12 décembre dernier a souligné les effets de l'affrontement de classe actuel : d'un côté des peuples qui souffrent, de l'autre des profits considérables.

La France n'est pas en dehors de cette logique capitaliste, nous le démontrons chaque semaine par nos écrits publiés sur notre site. Plus de 300 articles depuis notre dernier congrès.

La question des salaires dans cette démonstration est primordiale, elle a fait l'objet d'un article que nous avons publié en janvier 2020 (hebdo 648) où nous avons souligné l'importance de l'augmentation des salaires pour les travailleurs eux-mêmes, mais aussi pour la société tout entière.

Il nous semble important de revenir sur cette question après l'annonce du gouvernement concernant « l'augmentation » en trompe-l'œil du SMIC.

Le gouvernement actuel comme ses prédécesseurs s'opposent à toute augmentation du SMIC (depuis 2012). La prétendue « augmentation » annoncée du SMIC au 1^{er} janvier 2021 n'est que l'application stricte de la loi qui oblige son évolution en fonction de l'inflation. Ce n'est qu'un rattrapage appliqué en retard de l'inflation sur l'année écoulée. Il ne s'agit donc que d'une remise à niveau du salaire minimum alors que l'augmentation des prix (selon l'INSEE) a dû être supportée par les travailleurs payés au SMIC toute l'année.

Cette loi est attaquée par les patrons et les pouvoirs en place depuis son origine.

Les luttes massives de 1968 ont arraché une augmentation de 35 % du SMIG, à l'époque salaire minimum interprofessionnel garanti. L'échelle mobile des salaires obtenue par les luttes antérieures assurait le maintien du

pouvoir d'achat des travailleurs, elle permettait la remise à niveau des salaires sitôt qu'un plafond d'inflation était atteint, elle impactait les salaires au-dessus du SMIG, garantissant la reconnaissance des qualifications. Dans certaines branches, cette remise à niveau pouvait être mensuelle, trimestrielle ou semestrielle avec à la fin de l'année un rattrapage définitif. C'est la différence importante avec la loi actuelle.

Il y a bien longtemps que cette disposition a été supprimée, dès 1982, soit un an après son élection, le gouvernement d'union de la « gauche » faisait allégeance au patronat avec entre autres mesures d'austérité le blocage des salaires et la suppression de l'échelle mobile. Après les acquis de 1968, le capital reprenait l'offensive, le gouvernement Mitterrand à son service, les organisations syndicales tétanisées par « *l'état de grâce* » et leur responsabilité dans l'élection d'un gouvernement de collaboration de classe, ont laissé faire.

Aujourd'hui, plus personne ne semble intéressé par la question de l'échelle mobile des salaires, pire, le salaire n'est plus la question centrale des revendications des confédérations syndicales.

Il n'y a que les travailleurs dans les entreprises qui devant les difficultés de la vie font face à la pression patronale, aux chantages ignobles à l'emploi et autres menaces, qui se battent pour des augmentations de salaire.

Le salaire dans le système capitaliste, c'est le diktat d'un patron pour acheter la force de travail (intellectuelle–manuelle–physique) d'un salarié au moindre prix.

Cette force de travail devient une marchandise mise en concurrence avec celle d'autres salariés. Elle devient source de profits, elle est utilisée dans tous les secteurs de la société, le capital cherche à ce qu'elle soit la plus élevée possible au prix le plus bas possible.

Le patron décide seul du paiement de la force de travail que le salarié lui vend. Il n'accorde au salarié que le minimum pour vivre et poursuivre ainsi son exploitation.

On voit toute la nécessité du salarié à s'organiser à l'entreprise pour ne pas être seul face à ce chantage permanent imposé par le patronat.

Le travail est devenu un « marché » que le patronat exploite.

L'exemple le plus significatif est l'existence de Pôle Emploi, anciennement Agence Nationale Pour l'Emploi (créée en 1967), dont le but est d'offrir au patronat un marché sur lequel il choisit les travailleurs les mieux formés, pour les exploiter au moindre prix.

La force de travail est une marchandise que le salarié vend au patronat pour vivre, Pôle Emploi est une structure d'Etat qui sert à imposer aux salariés privés d'emploi à mieux se vendre et accepter les exigences des patrons quelques soient les niveaux de formation et de compétences.

L'objectif du « marché » organisé du travail au travers d'une structure d'Etat comme Pôle Emploi est de répondre au capital dans sa recherche de profits.

Le salarié est culpabilisé au travers de sa recherche d'emploi, on lui apprend à mieux se « vendre », à être disponible, flexible, à accepter la précarité que ce soit dans son travail ou dans sa rémunération.

Cette « réserve » entretenue de privés d'emploi constitue le « marché » où viennent se servir les patrons qui puisent comme ils l'entendent la main-d'œuvre dont ils ont besoin. Il existe aujourd'hui un marché d'emplois clandestins exploitant les travailleurs sans papiers qui ne disposent d'aucune protection dans des secteurs comme le BTP, la restauration, le textile, l'hôtellerie...

Le capital, propriétaire des moyens de production décide seul comment et à quel niveau il achète la force de travail des salariés qu'il exploite.

Il est évident que dans une société débarrassée du capital, le salaire aurait une toute autre signification.

Le salaire, moteur du progrès social, de la satisfaction des besoins du peuple.

Le capital n'a pas pour but de répondre à cette question, le profit est son seul but, il cherche au travers de l'exploitation du travail à l'augmenter sans cesse. « *Le coût du travail* », cette litanie sans cesse répétée consiste à baisser les salaires versés et à diminuer la part de financement de la solidarité nationale, prise sur les richesses créées.

C'est ainsi que les exonérations de cotisations sociales et fiscales ne cessent d'augmenter ce qui a pour effet de gonfler considérablement les profits et de diminuer les moyens de financements sociaux dont la société a besoin. C'est ainsi qu'en 2021, le financement de la Sécurité Sociale reposera à 50 % sur l'impôt, ce qui représentera une part majoritaire du financement de la branche maladie et de la totalité du financement de l'autonomie. Ce

financement toujours plus grand par l'impôt aboutit à l'étatisation de la Sécurité Sociale et derrière l'étatisation, c'est l'ouverture au capital, aux assurances privées.

Les cotisations sociales constituent du salaire non versé aux salariés. Ce salaire non versé est le moteur du progrès social. Les contributions fiscales sont comme les cotisations sociales prélevées sur les richesses créées par le travail et financent principalement les investissements nationaux et territoriaux.

Quand le salaire diminue comme c'est le cas depuis des années, la société souffre, les besoins sociaux ne sont plus satisfaits. Il suffit d'observer la situation d'aujourd'hui, les exonérations fiscales et sociales atteignent 270 milliards d'euros chaque année (plus de la moitié du budget national), et elles sont en constante évolution. Les conséquences : c'est la casse de la Sécurité Sociale, de l'hôpital public, du système de santé, de l'ensemble de la protection sociale, de la recherche publique, et cela va bien au-delà des questions santé.

C'est toute la société, son développement qui dépend de la masse des salaires versés. Plus cette masse augmente et plus la part socialisée est importante et constitue des moyens de financement essentiel pour le progrès social en matière d'enseignement, de développement industriel dans tous les secteurs, à une unique condition : supprimer l'emprise capitaliste sur la société, la remplacer par une économie sociale où le travail est la source de développement et de réponse aux besoins.

Ne pas confondre salaire et pouvoir d'achat.

Le pouvoir actuel, comme les autres, développent l'idée que le pouvoir d'achat augmente au travers de manipulations consistant à supprimer la part de salaire socialisé pour le remplacer par la rémunération individuelle et aléatoire liée aux résultats de l'entreprise.

Le salarié devient ainsi le cogérant des profits réalisés par son travail, plus il est exploité et plus le patronat lui fait croire qu'il va en profiter. Cette cogestion capitaliste se développe au travers du salaire « *au mérite* », des accords de participation, d'intéressement, d'épargne entreprise, de primes diverses, tous ces systèmes sont exonérés de cotisations sociales.

Les multinationales rivalisent d'accords de ce genre car leur but est de poursuivre, de rechercher sans cesse des profits nouveaux, intégrer les salariés à leur propre exploitation est le moyen idéologique pour y parvenir.

Autre manipulation : au travers de la baisse des impôts sur le revenu et des taxes qui seraient une hausse du pouvoir d'achat mais il n'est pas dit que ces baisses d'impôts ou de taxes ont des conséquences catastrophiques dans les collectivités territoriales avec la baisse des investissements, la suppression d'emplois publics, la destruction des services publics transmis au privé par l'intermédiaire de « *délégations de services* », par la création de « *maisons de services* » antinomique du service public.

Cette « *hausse du pouvoir d'achat* » est un faux-semblant, une tromperie utilisée pour poursuivre la transformation de la société entièrement tournée vers les objectifs capitalistes, une société individualiste où chacun se débrouille selon ses moyens, ou la pauvreté, la misère, la précarité se développe, où les besoins essentiels ne sont pas satisfaits.

Il faut augmenter les salaires, tout de suite, pour répondre aux besoins individuels et collectifs.

2500 milliards de richesses sont produites chaque année (PIB), ses richesses sont toutes au service du capital qui les accapare pour développer le profit, alors que la société a besoin de développement dans tous les secteurs. Santé, éducation, recherche, industrie demandent des investissements considérables pour répondre aux besoins, les richesses créées par le travail doivent y contribuer.

Plus la masse des salaires est importante et plus les moyens augmentent pour financer une société de progrès au travers de la part socialisée tirée du travail.

La DARES (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) organisme public, indique dans sa dernière étude que les Français situent à 1765 € le salaire mensuel minimum pour vivre. Il s'agit là du salaire perçu, si on ajoute la part de salaire socialisé, cela représente plus de 2100 € par mois (brut).

Toutes les enquêtes vont dans le même sens alors que le SMIC est bloqué, les salaires et pensions également depuis des années, tout démontre que les conséquences de cette politique aggravent considérablement les difficultés de vie courante mais également l'économie réelle.

Il est donc indispensable d'augmenter fortement les salaires pour permettre au peuple de vivre et pour développer une société de progrès économique et social.

La baisse des salaires, des pensions, des acquis sociaux, la mise en concurrence des salariés entre eux, c'est plus de profits pour les entreprises, c'est le but du capital.

Petit salaires, gros profits c'est la règle dans une société dominée par les multinationales.

La masse des salaires en France a été multipliée par 3,6 depuis 1980 (l'austérité du gouvernement Mitterrand a bloqué les salaires en 83), les dividendes des actionnaires ont été multipliés par 20 dans la même période.

La crise sanitaire quelle aubaine...

Les entreprises du CAC 40 qui ont reçu des aides publiques et qui en reçoivent encore davantage pendant la crise sanitaire ont déjà versé plus de 30 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

Et pourtant, ces entreprises multiplient les annonces de suppressions d'emplois, décidées bien avant la crise sanitaire.

La rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 s'élève à 5,5 millions d'euros annuels (2019), les effectifs de leurs entreprises continuent de baisser.

Alors que les dividendes versés depuis 2000 ont été multipliés par quatre, les effectifs ont baissé de 12 %.

Ces montagnes de profits capitalistes ne sont pas spécifiques à la France.

Jeff Bezos (Amazon USA) gagne 716 000 € toutes les cinq secondes, il possède 185 milliards de dollars de fortune personnelle, les profits d'Amazon ont augmentés de 30,6% depuis l'épidémie, le Chiffre d'affaires s'élève à 147,6 milliards.

Il devance Bernard Arnault (LVMH) dont la fortune s'élève à 111 milliards de dollars, L.Bettencourt 76 milliards, Xavier Niel (Téléphonie) et Alain Mérieux (Pharmacie) qui ont vu leur fortune augmenter de 50%. Le directeur du laboratoire Moderna a multiplié par 6 sa fortune personnelle (3,5 milliards de dollars).

Les milliardaires français ont augmenté leur patrimoine de 20% en 2020. On saisit mieux au travers de ces exemples pourquoi les patrons veulent baisser le « *coût du travail* », ça leur rapporte beaucoup. Les profits boursiers ont augmenté de 20% au mois de novembre, le CAC40 a gagné 1000 points en trois semaines, ce sont les meilleurs résultats depuis la création du CAC40.

Comme le note le journal « *les Échos* » : « *Partout dans le monde, les entreprises débordent de cash (argent disponible)* ».

Selon l'agence Bloomberg, les 3000 plus grandes entreprises cotées dans le monde ont vu leur trésorerie passer de 5700 milliards de dollars en 2019 à 7600 milliards en 2020. Pendant ce temps le monde compte 90 millions de personnes de plus en extrême pauvreté.

La fortune des milliardaires a augmenté de 14% en Europe, 25% en Amérique du Nord, 50% en Asie. Ces fontaines d'argent sont le résultat de l'exploitation capitaliste, d'un système nuisible au service d'une minorité qui fait croire à la terre entière que c'est le seul système possible, qu'il n'y a pas d'autre issue pour y échapper.

Pour supprimer tout cela, la lutte politique, économique et sociale contre le capital s'impose, c'est la seule voie crédible pour que la société réponde aux exigences sociales. Une société où le salaire ne sera plus une marchandise mais un facteur essentiel de développement économique et social, où le travail ne sera plus source de profit mais moteur d'une société répondant aux besoins du peuple.

Notre parti se place dans l'optique d'abattre le capitalisme et de construire une société socialiste. Le salaire, le SMIC doit être une bataille de tous les jours. Ainsi naîtrait une autre logique économique qui exclut le capital, et qui a comme finalité la réponse aux besoins des hommes. La seule augmentation qui compte, c'est une très forte revalorisation du travail des salariés, c'est celle du salaire brut.

Mais il y a une condition essentielle car il ne s'agit pas de claquer des doigts pour y parvenir, il faut engager la lutte politique pour supprimer tous les pouvoirs dont le capital s'est accaparé.

Renforcer notre parti est une étape importante pour y parvenir. Cela pose la question de l'implantation de Communistes sur les lieux de travail et de vie, pour le développement et l'élévation du niveau de conscience de classe, le renforcement, l'amplification des luttes.

En finir avec un SMIC qui s'effondre, l'emploi qui recule, la Sécurité Sociale et les retraites sabordées, les licenciements, la précarité, le chômage... tout se mène à l'entreprise, sur le lieu de travail, lieu d'exploitation.

Pour Communistes, il n'y a pas d'autres voies pour changer de politique.

Communistes, est l'outil qui fera reculer le fatalisme de ceux qui sont exploités. Communistes affirme qu'il est possible d'augmenter les salaires, retraites, indemnités immédiatement.

L'argent existe pour répondre tout de suite à l'augmentation du SMIC, il suffit de prendre les profits pharamineux des entreprises, les milliards versés aux actionnaires, les salaires scandaleux des patrons des multinationales.

Il faut avoir la volonté de s'attaquer aux puissances capitalistes qui nous gouvernent, cette volonté, nous l'avons, partagez-la avec nous.